

DEPARTEMENT DE SAONE-&LOIRE COMMUNAUTE URBAINE CREUSOT MONTCEAU	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
	RAPPORT N° VI-1 25SGADL0071

**SEANCE DU
10 AVRIL 2025**

Nombre de conseillers en exercice : 71
Nombre de conseillers présents : 51
Date de convocation : 4 avril 2025
Date d'affichage : 11 avril 2025

OBJET : Lancement d'un appel à projet " Moins de déchets, ici c'est possible ! " 2025
--

Nombre de Conseillers ayant pris part au vote : 64
Nombre de Conseillers ayant voté pour : 64
Nombre de Conseillers ayant voté contre : 0
Nombre de Conseillers s'étant abstenus : 0
Nombre de Conseillers :
<ul style="list-style-type: none"> • ayant donné pouvoir : 13 • n'ayant pas donné pouvoir : 7

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 10 avril à dix-huit heures trente le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni en séance, Salle Bourdelle à l'Embarcadère - 71300 MONTCEAU-LES-MINES , sous la présidence de **M. David MARTI, président**

ETAIENT PRESENTS :

M. Jean-Marc FRIZOT - M. Cyril GOMET - M. Jean-Claude LAGRANGE - Mme Frédérique LEMOINE - Mme Isabelle LOUIS - M. Daniel MEUNIER - M. Jérémy PINTO - M. Philippe PIGEAU - Mme Montserrat REYES - Mme Evelyne COUILLEROT - M. Jean-François JAUNET

VICE-PRESIDENTS

M. Jean-Paul BAUDIN - M. Denis BEAUDOT - Mme Jocelyne BLONDEAU - M. Roger BURTIN - M. Michel CHARDEAU - M. Denis CHRISTOPHE - M. Gilbert COULON - M. Daniel DAUMAS - M. Armando DE ABREU - M. Christophe DUMONT - M. Bernard DURAND - M. Lionel DUPARAY - Mme Pascale FALLOURD - M. Bernard FREDON - Mme Séverine GIRARD-LELEU - M. Jean GIRARDON - M. Christian GRAND - Mme Marie-Claude JARROT - M. Charles LANDRE - M. Didier LAUBERAT - Mme Chantal LEBEAU - M. Jean-Paul LUARD - Mme Christiane MATHOS - Mme Laëtitia MARTINEZ - Mme Paulette MATRAY - Mme Alexandra MEUNIER - M. Guy MIKOLAJSKI - M. Felix MORENO - Mme Viviane PERRIN - Mme Jeanne-Danièle PICARD - M. Philippe PRIET - M. Marc REPY - Mme Christelle ROUX-AMRANE - Mme Barbara SARANDAO - Mme Aurélie SIVIGNON - M. Laurent SELVEZ - M. Michel TRAMOY - M. Noël VALETTE - Mme Fabrice VESVRES -

CONSEILLERS

ETAIENT ABSENTS & EXCUSES :

M. Abdoukader ATTEYE
Mme Salima BELHADJ-TAHAR
M. Thierry BUISSON
M. Eric COMMEAU
M. Michel CHAVOT
M. Frédéric MARASCIA
M. Jean PISSELOUP
M. CASSIER (pouvoir à Mme Chantal LEBEAU)
M. DURAND (pouvoir à Mme Aurélie SIVIGNON)
Mme FRIZOT (pouvoir à M. Lionel DUPARAY)
M. GANE (pouvoir à Mme Montserrat REYES)
Mme GHULAM NABI (pouvoir à Mme Christelle ROUX-AMRANE)
M. GRONFIER (pouvoir à Mme Marie-Claude JARROT)
M. LACOUR (pouvoir à M. Didier LAUBERAT)
Mme LODDO (pouvoir à Mme Alexandra MEUNIER)
M. MAILLIOT (pouvoir à M. Guy MIKOLAJSKI)
Mme MICHELOT-LUQUET (pouvoir à M. Bernard FREDON)
M. SALCE (pouvoir à M. Bernard DURAND)
Mme SARANDAO (pouvoir à Mme Barbara SARANDAO)
M. SOUVIGNY (pouvoir à M. Daniel MEUNIER)

SECRETAIRE DE SEANCE :

M. Denis BEAUDOT



Le rapporteur expose :

« La collectivité a adopté, en septembre 2022, un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA). Deux des cinq axes du plan d'actions intègrent un appel à projet favorisant la réduction des déchets sur le territoire de la Communauté Urbaine Creusot Montceau.

Il est proposé de relancer un appel à projet (AAP) qui répond également aux objectifs de l'axe 1 du plan de mandat de la Communauté Urbaine Creusot Montceau relatif à la transition écologique. Il permet :

- d'identifier les acteurs relais,
- de multiplier les actions qui ne soient pas portées uniquement par la CUCM,
- de valoriser une offre tout public sur la prévention des déchets, afin de favoriser les pratiques zéro déchet et de développer les liens sociaux, l'échange, et le partage,
- d'assurer un soutien aux porteurs de projet.

Cet appel à projet se détaille en 2 volets :

- Volet 1 : L'animation d'ateliers grand public de prévention des déchets. Les projets éligibles pourront recevoir un soutien jusqu'à 80% des dépenses éligibles (TTC) en investissement avec un plafond à 1500€ et 80% des dépenses éligibles en fonctionnement dans la limite de 400 €.
- Volet 2 : Les projets de réduction et/ou réemploi : Développement de projets visant à la réduction de la quantité de déchets par la prévention, le réemploi. Les projets pourront recevoir une subvention jusqu'à 80% des dépenses éligibles (TTC) en investissement avec un plafond à 5 000€ 80% des dépenses éligibles en fonctionnement dans la limite de 400 €.

Les inscriptions de l'appel à projet auront lieu entre le 14 avril 2025 et le 23 mai 2025 pour un départ des actions en septembre 2025. Les actions devront avoir lieu dans les 2 ans suivant leur validation.

Les projets seront à déposer en ligne ou par courrier. Les candidatures seront d'abord examinées par un jury technique, chargé de vérifier leur éligibilité. Ensuite, les projets éligibles seront soumis pour avis en commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) du PLPDMA.

Enfin, la liste des projets ainsi que les montants proposés seront ensuite soumis au vote du conseil communautaire.

Il est précisé qu'une enveloppe financière de 20 000 euros sera consacrée à cet appel à projet.

Il vous est proposé d'approuver le cadrage et le renouvellement de l'appel à projet.

Je vous remercie de bien vouloir en délibérer. »

LE CONSEIL,
Après en avoir débattu,
Après en avoir délibéré,
DÉCIDE

- D'approuver le lancement de l'appel à projet « Moins de déchets, ici c'est possible ! » destiné au financement d'initiatives locales vertueuses en matière de réduction des déchets sur le territoire ;

- D'approuver le règlement d'intervention annexé à la présente délibération ;

- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous documents afférents à cet appel à projet.

Certifié pour avoir été reçu
à la sous-préfecture le 11 avril 2025
et publié, affiché ou notifié le 11 avril 2025

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

LE PRESIDENT,
Pour le président et par délégation,
Le Vice-Président,
Jean-François JAUNET



LE PRESIDENT,
Pour le président et par délégation,
Le Vice-Président,
Jean-François JAUNET



Le secrétaire de séance,
Denis BEAUDOT





Règlement appel à projet

Moins de déchets, ici c'est possible

- 2025 -

► Un soutien à apporter aux initiatives locales vertueuses en matière de réduction des déchets

La CUCM porte un appel à projet « Moins de déchets, ici c'est possible ! », doté d'un budget de 20 000 euros destiné au financement d'initiatives locales vertueuses en matière de réduction des déchets à destination des 92 000 habitants des 34 communes du territoire. Le règlement d'attribution de cet appel à projet est détaillé ci-après.

► Un appel à projet composé de deux volets

Cet appel à projet a pour but de soutenir des projets locaux portés par des structures du territoire (hors collectivités), déclarées depuis au moins un an et agissant sur le territoire d'au moins une des communes appartenant au périmètre de la CUCM.

Cet appel à projet se détaille en 2 volets :

- Volet 1 : **L'animation d'ateliers grand public** de prévention des déchets. Mise en place d'actions permettant une sensibilisation et des changements de comportements. Les projets éligibles pourront recevoir un soutien jusqu'à 80% des dépenses éligibles (TTC) en investissement avec un plafond à 1 500€ et 80% des dépenses éligibles en fonctionnement dans la limite de 400€.
- Volet 2 – **Les projet de réduction et/ou réemploi** : Développement de projets visant à la réduction de la quantité de déchets par la prévention, le réemploi. Les projets pourront recevoir une subvention jusqu'à 80% des dépenses éligibles (TTC) en investissement avec un plafond à 5 000€. 80% des dépenses éligibles en fonctionnement dans la limite de 400 €.

► Structures éligibles à un soutien financier

Volet 1 : animation d'atelier Zéro Déchets	Volet 2 : Les projet de réduction et/ou réemploi
<ul style="list-style-type: none"> - Les associations, - Les coopératives, - Les mutuelles ou unions relevant du code de la mutualité ou sociétés d'assurance mutuelles relevant du code des assurances, - Les fondations, - Les sociétés commerciales qui recherchent une utilité sociale et qui, aux termes de leurs statuts, remplissent les conditions définies dans l'article 1 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les associations, - Les coopératives, - Les mutuelles ou unions relevant du code de la mutualité ou sociétés d'assurance mutuelles relevant du code des assurances, - Les fondations, - Les sociétés commerciales.

Ne sont pas éligibles (liste non restrictive) :

- Les organismes dont l'activité consiste à collecter des fonds au profit d'un tiers ;
- Les projets de sorties scolaires ou projets d'attribution de bourses (la CUCM intervenant déjà en ce domaine par la réalisation d'actions éducatives).
- Les projets des communes, qui doivent faire l'objet d'un fonds de concours.

Projets et dépenses éligibles

Les projets éligibles pourront être des événements ponctuels comme des actions récurrentes au cours de l'année civile.

Les projets centrés majoritairement sur le tri ou la gestion des déchets ne pourront pas être soutenus. Un projet récurrent porté par le même acteur ne sera éligible qu'une seule fois et ne pourra pas être retenu lors des prochaines éditions de l'appel à projet.

Un même projet ne pourra bénéficier que d'un seul soutien financier par volet de la part du fonds.

	Volet 1 : animation d'atelier Zéro Déchets	Volet 2 : Les projet de réduction et/ou réemploi
Types d'actions soutenues (exemples)	Eco-événement, Formation au compostage, Création de produits ménagers, Opération caddy malin, Actions de sensibilisation lors de la SERD. Conférences Expositions	Système de vente en vrac, Système de consigne, Alternatives aux produits à usage unique, Démarches d'éco-conception, Création d'espace d'échanges (type fablab), ...
Dépenses éligibles en fonctionnement (liste non exhaustive)	Location de salle Support de communication pour l'événement Rémunération intervenant Achat de fourniture	Réalisation d'études Achat de fourniture Formation
Dépenses éligibles en investissement (liste non exhaustive)	Achat de matériel (réutilisable) Achat d'équipement Création de support Création de contenus multimédias	Achat d'équipements Installation et mise en service des équipements Frais de formation Achat de matériel Support de communication (du projet)
Dépenses non éligible	Matériel jetable Matériel non nécessaire à l'animation Financement des salaires du/des animateurs Frais de fonctionnement de la structure	Financement des salaires du/des animateurs Frais de fonctionnement de la structure

Les frais de fonctionnement usuels de la structure ne sont pas éligibles.

Par ailleurs, toute dépense effectuée antérieurement à la signature de la décision de financement ne pourra être considérée comme éligible.

Pour pouvoir répondre à l'AAP, les structures ne doivent pas être nécessairement basées sur le territoire de la CUCM mais le projet quant à lui doit obligatoirement s'y déployer. L'éligibilité se limite à un projet par structure pour le présent AAP.

Modalités de participation

Les dossiers de candidature sont disponibles sur le site internet suivant : creusot-montceau.org

Ils doivent être complétés par les candidats et transmis :

- Par courrier à l'adresse suivante : Monsieur le Président, Communauté urbaine Creusot Montceau, Château de la Verrerie BP 90069, 71206 Le Creusot Cedex ;
- Par mail à l'adresse suivante : prevention.dechet@creusot-montceau.org

Les dossiers soumis devront comprendre les éléments suivants :

- ✓ Une lettre de demande de subvention, datée et signée par la personne dûment habilitée à engager l'organisme. Au sein de cette lettre, il est demandé de préciser l'objet de la demande ainsi que le montant sollicité (voir modèle en annexe 1) ;
- ✓ Les détails techniques et financiers du projet, complétés et signés. Ceux-ci sont présents en annexes 2 et 3 et comprennent :
 - Un volet technique avec la description claire du projet, ces objectifs, le détail des indicateurs de suivi et le planning de réalisation.
 - Un volet financier avec le budget prévisionnel équilibré et le plan de financement. Tout document justificatif relatifs aux différentes dépenses prévisionnelles sont appréciées (devis, projet de contrat).
- ✓ Un RIB ;
- ✓ Pour les associations : la copie des statuts de l'association, le bilan financier et moral du dernier exercice
- ✓ Pour les entreprises : extrait du K bis de moins de 6 mois et une attestation de régularité sociale (Urssaf) et fiscale.

En cas de modification du dossier de candidature par le candidat, seule la dernière version envoyée fera foi et sera prise en compte par le jury technique.

La participation à l'appel à projet implique l'entière acceptation du présent règlement par les candidats.

Les pièces doivent être transmises au format PDF. Le non-respect des consignes fixées dans le présent règlement est considéré comme un critère discriminant rendant inéligible un projet

Les candidats ayant besoin de davantage d'informations sur cet appel à projet peuvent le faire à l'adresse suivante : prevention.dechet@creusot-montceau.org .

Calendrier prévisionnel

La première campagne aura lieu au cours du premier semestre 2025. À titre indicatif, le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Lancement : 14 avril 2025
- Date limite de candidature : 23 mai 2025
- Notification des candidats retenus : Semaine du 30 juin
- Début de programmation des ateliers retenus : septembre 2025

Les dates des campagnes seront indiquées sur le site de la Communauté Urbaine creusot-montceau.org.

Sélection des lauréats

1. Examen de la recevabilité des candidatures par un jury technique à partir des dossiers transmis

Le jury technique est composé d'agents de la CUCM.

Il appréciera la recevabilité de l'ensemble des projets déposés sur la base des critères suivants :

- Respect de la date limite de dépôt des projets ;
- Complétude des dossiers déposés ;
- Respect des conditions d'éligibilité des structures ;
- Éligibilité du projet au fonds de soutien.

L'examen des candidatures fait l'objet d'un procès-verbal. Ce procès-verbal précise les candidatures recevables et les motifs d'exclusion des candidatures jugées irrecevables. Il est transmis au jury de sélection.

Les membres du jury technique s'engagent à déclarer tout conflit d'intérêts qui pourrait survenir dans le cadre de la sélection d'un dossier de candidature et, le cas échéant, à se déporter.

2. Jury de sélection

Le jury de sélection est composé des membres de la Commission consultative d'élaboration et de suivi (CCES) du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).

L'évaluation se fera sur la base :

Critères	Points
De la présentation du projet et de ses enjeux	4
Des objectifs poursuivis par le projet	3
De son impact territorial	2
De sa faisabilité technique et économique	1

Les membres du jury de sélection s'engagent à déclarer tout conflit d'intérêts qui pourrait survenir dans le cadre de la sélection d'un dossier de candidature et, le cas échéant, à se déporter.

Ces critères permettent d'attribuer une note sur 10. Toute note globale inférieure à 5/10 entraînera le rejet automatique du projet. Les dossiers ayant obtenu les notes supérieures ou égales à 5/10 seront présentés au jury pour avis.

Attribution des soutiens

La liste des projets lauréats ainsi que les montants proposés feront l'objet d'une délibération du conseil communautaire.

Les candidats seront avertis de leur sélection ou non à l'issue de ce conseil communautaire par écrit.

Modalités de versement des soutiens

La part de la subvention demandée ne doit pas dépasser 80% du coût global en € HT du projet. Une part d'autofinancement minimum à hauteur de 20% du projet est donc nécessairement requise. Les porteurs de projet ont la possibilité d'avoir recours à des co-financeurs.

Le montant maximum du soutien par projet sera de 5 000 € HT (cinq mille euros). Il ne pourra excéder le montant des dépenses envisagées pour le projet, en tenant compte des autres sources de financements publics.

Le montant du soutien alloué sera versé en deux fois :

- ✓ Un premier versement correspondant à 50 % du montant voté sera versé dans les 30 jours suivant le vote par le conseil communautaire ;
- ✓ Le solde de la subvention sera versé après fourniture :
 - D'un rapport d'activité ou d'un bilan des actions réalisées comprenant les indicateurs de suivi de projet et l'évaluation de l'atteinte des objectifs fixés initialement
 - Des justificatifs financiers des dépenses effectuées et payées.
 - Etat récapitulatif global des dépenses éligibles.

Le solde de la subvention devra être sollicité par l'association dans les 24 mois suivant le vote du soutien. A défaut, il deviendra caduc.

La contribution financière est créditée au compte de la structure lauréate selon les procédures comptables en vigueur.

Si la subvention n'est pas affectée conformément à l'objet de la convention, elle devra être restituée dans son intégralité.

Autres engagements réciproques des parties

Engagements des lauréats

- ✓ Les structures lauréates s'engagent à **porter à la connaissance de la CUCM**, sans délai, **toute modification** concernant sa direction (conseil d'administration, etc.) de son commissaire aux comptes / comptable et de ses coordonnées bancaires.
- ✓ Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la CUCM, les structures lauréates s'engagent à **faire apparaître la participation financière de la CUCM** dans toutes leurs actions, produits et affichages induits par le projet soutenu en apposant le logo de la CUCM conformément à la charte graphique. **La présence du logotype de la CUCM est obligatoire sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication, y compris sur internet**, lorsque la communication concerne des actions réalisées avec le soutien financier de la CUCM.
- ✓ D'informer la Communauté Urbaine Creusot Montceau des actions réalisées, lui communiquer les documents produits et les dates d'événements ou actions organisées
- ✓ Conformément à l'article 15 du décret-loi du 2 mai 1938, les lauréats s'engagent à ne pas redistribuer à des tiers la subvention reçue.

À des fins de communication, les participants reconnaissent à la CUCM la libre utilisation des droits d'image des créations. En effet, les projets retenus pourront faire l'objet de communication (tout en respectant les éventuelles règles de confidentialité).

En cas d'inexécution ou de modification substantielle ou de retard pris dans la mise en œuvre de la présente convention, la structure en informe la CUCM sans délai.

Enfin, si la structure lauréate est une association ou une fondation, celle-ci s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques, tel que prévu à l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Engagements de la CUCM

La CUCM pourra :

- ✓ Promouvoir, notamment dans ses documents et actions de communication, les projets lauréats auprès de ses partenaires ;
- ✓ Faciliter aux lauréats les prises de contacts avec les acteurs territoriaux qui pourraient l'appuyer dans la mise en œuvre d'actions liées au projet retenu.

Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage à fournir dans les trois mois suivant la fin du projet soutenu :

- Son rapport d'activité ou un bilan de l'évènement ou des actions réalisées ;
- Un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées et payées avec l'objet fixé ainsi que les éléments justificatifs associés (factures acquittées, etc.) ;
- Lorsque le montant total des aides publiques d'une association atteint 153 000 € au cours d'une année, les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ;

Ces documents, pourront être communiqués par l'autorité administrative à toute personne qui en fait la demande.

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution, la CUCM peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes versées, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants.

La CUCM informe la structure de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Règlement des litiges

Toute question relative à l'application ou à l'interprétation du règlement ou toute question non-traitée aux termes du présent règlement et qui viendrait à se poser dans le cadre du fonds de soutien sera tranchée par les services de la CUCM et fera l'objet d'une communication idoine.

En cas de litige survenant à l'occasion de l'application du présent règlement, les parties s'engagent à trouver une résolution amiable. A défaut, celui-ci devra être porté devant le tribunal administratif de Dijon.